LEGISLATION - 1 - WETGEVING
19 JUIL 1952 2
bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 29 mai 1952, d'une demande d'avis sur un "projet de loi fondamentale de la gendarmerie", a donné en sa séance du 7 juillet 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e Mei 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een "ontwerp van grondslagwet der rijkswacht", heeft ter zitting van 7 Juli 1952 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat est d'avis que le qualificatif "fondamental" ne convient pas pour désigner une loi prise en exécution d'une disposition constitutionnelle et propose l'intitulé suivant :

"Loi sur la gendarmerie".

\+

\+ +

Aux termes de l'article 1er, alinéa 2, la gendarmerie peut, en temps de guerre, être chargée de certaines missions définies au titre VI.

Or, le titre VI charge la gendarmerie d'un certain nombre de missions, non seulement en temps de guerre, mais encore en temps de paix lorsqu'une fraction de l'armée se trouve en dehors du territoire du Royaume.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de supprimer les mots "en temps de guerre" figurant à cet alinéa.

\+

\+ +

Le Gouvernement désire, comme l'a déclaré son délégué, que la gendarmerie relève exclusivement du Ministre de l'Intérieur pour tout ce qui concerne l'exécution des lois et arrêtés de police générale. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette intention et précise, à l'article 2, les attributions respectives du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice.

.../...

Le Conseil d'Etat propose d'omettre le dernier alinéa de l'article 2. Il convient, en effet, de laisser au Roi le soin de déterminer les attributions du Ministre des Travaux publics.

\+

\+ +

En ce qui concerne l'article 6, alinéa 1er, il résulte des explications fournies par le délégué du Gouvernement que,le cas échéant,un lieutenant général pourrait être appelé à commander la région dans laquelle est établi le commandement général.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors,de remplacer les termes "général major" par "officier général".

\+

\+ +

Aux termes de l'article 14,les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont soumis aux lois pénales militaires, ainsi qu'aux lois et règlements de discipline militaire.

Le corps de gendarmerie faisant partie des forces armées, aux termes de l'article 2 du projet, les membres de la gendarmerie sont soumis aux lois pénales militaires, conformément à l'article 1er du Code de procédure pénale militaire. Il est, dès lors, inutile de le répéter à l'article 14.

.../...

Le Conseil d'Etat propose d'omettre, en conséquence, les mots : "aux lois pénales militaires, ainsi que ...".

+

+ +

L'alinéa 1er de l'article 15 dispose que la gendarmerie a pour mission principale d'assurer constamment l'action immédiate de la police administrative et de la police judiciaire.

Cette disposition manque de précision et de clarté. Etant donné que l'article 1er donne une définition générale de la mission de la gendarmerie et que, d'autre part, les articles qui suivent énumèrent d'une manière détaillée tous les objets qui nécessitent son intervention ou son concours, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il conviendrait de supprimer cet alinéa.

Aux termes du 3ème alinéa du même article, les fonctions ordinaires de la gendarmerie sont celles qui s'exercent spontanément, journellement ou périodiquement. Etant donné que certaines des fonctions énumérées au chapitre Ier ne peuvent pas être considérées comme s'exerçant "journellement ou périodiquement", le Conseil d'Etat propose de supprimer ces mots.

+

+ +

Si le projet entend autoriser la gendarmerie à agir spontanément dans les circonstances énumérées à l'article 21 et qui réclament une action prompte et

.../...

immédiate,il n'en reste pas moins que du moment où l'autorité civile intervient, c'est à cette dernière qu'il appartient de décider des mesures à prendre. Le Conseil d'Etat propose,dès lors,de commencer l'alinéa 2 de cet article 21 par les mots : "Avant l'intervention de ces autorités, elle prend toutes mesures ...".

\+

\+ \+

L'article 23 dispose que, sans préjudice du droit d'assurer la police de toutes les voies publiques, la gendarmerie est spécialement chargée d'assurer la police de la circulation en dehors des agglomérations.

Il résulte des précisions fournies par le délégué du Gouvernement que par "police de toutes les voies publiques", on vise uniquement la police du roulage.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette intention.

\+

\+ \+

L'article 32 dispose, d'une part, que les membres de la gendarmerie ont compétence dans tout le Royaume, et, d'autre part, qu'ils n'exercent normalement leurs fonctions que dans la circonscription de l'unité à laquelle ils sont affectés.

D'après les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, cette dernière disposition a été insérée dans le projet de loi pour éviter des abus.

.../...

S'il en est ainsi, le Conseil d'Etat estime que la loi devrait réserver au Roi le pouvoir de déterminer les cas où les membres de la gendarmerie peuvent exercer leur mission en dehors de la circonscription de leur unité. Il propose un texte à cette fin.

\+

\+ +

Selon le deuxième alinéa de l'article 34, la disposition du premier alinéa de cet article ne confère à la gendarmerie aucun pouvoir réglementaire.

On pourrait en déduire que, dans d'autres cas, la gendarmerie disposerait d'un tel pouvoir.

Afin d'éviter toute confusion, le Conseil d'Etat estime préférable de supprimer cet alinéa.

\+

\+ +

A l'article 36, il n'est pas nécessaire de préciser qu'il s'agit d'attroupements séditieux. Il ne peut s'agir en l'occurrence que des attroupements visés à l'article 24 et ceux pour lesquels les autorités civiles peuvent requérir la gendarmerie.

Il y a lieu de constater que le dernier alinéa de l'article 36 ne requiert la sommation préalable que pour l'emploi des armes à feu.

.../...

Ce texte s'écarte donc de l'article 106 de la loi communale, qui soumet à une triple sommation du bourgmestre, de l'échevin ou du commissaire de police, l'emploi de la force comprenant à la fois les armes blanches et les armes à feu. Il s'écarte également de l'exposé des motifs où, pour commenter le même texte, il est question d'armes blanches et d'armes à feu.

D'autre part, la formule de la sommation parle dans le texte français de l'usage des armes à feu et, dans la version néerlandaise, de l'usage de la force. Il y a lieu de rétablir la concordance entre ces deux textes.

Le dernier alinéa parle d'une autorité légalement responsable du maintien de l'ordre. Selon les explications fournies au Conseil d'Etat, il s'agit non seulement des autorités visées à l'article 106 de la loi communale, c'est-à-dire le bourgmestre, l'échevin ou le commissaire de police, mais encore du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement.

Pour éviter toute équivoque, le Conseil d'Etat propose de supprimer toute allusion à l'article 106.

+

\+ +

.../...

A l'article 41, il est question des propriétés de l'Etat et des particuliers. Il serait préférable de dire "propriétés publiques et privées" puisque la gendarmerie doit également faire respecter les propriétés des pouvoirs publics autres que l'Etat.

\+

\+ +

A l'article 43, alinéa 2, il convient, pour éviter toute confusion, de préciser qu'il s'agit de rassemblements illicites dont les patrouilles préviennent la formation.

\+

\+ +

L'article 53, alinéa 1er, dispose que l'autorité administrative et la gendarmerie doivent se prêter mutuellement un concours constant.

Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre que cette disposition ne tend pas à confier une mission nouvelle à la gendarmerie, et que par le "concours" on vise uniquement l'échange de renseignements et l'établissement de contacts de service, favorables à l'accomplissement des missions respectives, prescrits par les articles qui suivent. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est préférable de supprimer l'alinéa 1er et de modifier en conséquence le libellé de l'alinéa 2.

\+

\+ + .../...

L'article 63 règle les rapports de la gendarmerie avec les forces armées, lorsque celles-ci sont appelées à intervenir avec la gendarmerie pour donner force à la loi.

La dernière phrase de cet article ne vise que le seul cas où la gendarmerie, requise par l'autorité, requiert à son tour l'assistance des forces armées. Or, les forces armées peuvent être appelées à intervenir concurremment avec la gendarmerie :

1° lorsque la gendarmerie requiert leur assistance, ainsi que l'article 35 du projet l'y autorise;

2° lorsqu'une des autorités civiles dont il est question aux articles 129 et 139 de la loi provinciale et à l'article 105 de la loi communale requiert la force armée.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de ces deux éventualités.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 64 de manière à faire mieux apparaître que les autorités territoriales ne peuvent adresser à la gendarmerie de demandes générales ou permanentes en vue de former les détachements nécessaires pour assurer la police des militaires.

\+

\+ +

.../...

L'article 65 règle les rapports de la gendarmerie avec les autorités militaires dans les territoires en état de siège.

Il convient de préciser à cet article que l'autorité militaire ne peut s'adresser à la gendarmerie qu'en vue de pourvoir à la mission dont l'autorité civile est revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police.

\+

\+ +

Comme l'intitulé du titre VI du projet ne couvre que partiellement les dispositions comprises dans ce titre, le Conseil d'Etat propose de le compléter par les mots : "et en temps de paix en dehors du territoire du Royaume".

\+

\+ +

A l'occasion du dépôt du projet de loi fixant le budget de la gendarmerie pour l'exercice 1875, le Gouvernement a pris "la résolution de proposer à la législature de détacher les dépenses du corps de la gendarmerie du budget du Ministère de la Guerre, et d'établir, pour ces dépenses, un budget spécial, qui sera présenté par les Ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Justice" (Doc. Ch. 1874-75, p.36).

Il est superflu de consacrer par un texte légal cette tradition, puisque le législateur est à même de s'assurer de son respect lors du dépôt annuel du budget.

Le Conseil d'Etat propose donc la suppression de l'article 70 du projet.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de limiter la disposition abrogatoire aux textes ayant force de loi. Les arrêtés royaux d'exécution de la loi nouvelle pourront abroger les dispositions réglementaires au fur et à mesure de leur remplacement.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI SUR LA GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE 1er.-MISSION GENERALE.

Article 1er.-

La gendarmerie est une force publique instituée pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Elle est, en outre, chargée des missions définies au titre VI.

TITRE II. - ORGANISATION GENERALE.

Article 2.-

La gendarmerie fait partie des forces armées; elle est placée sous l'autorité du Ministre de la Défense nationale.

Les attributions du Ministre de la Défense nationale comprennent notamment : l'organisation, l'instruction et l'administration générale du personnel, l'ordre intérieur et la discipline, les traitements et indemnités, la tenue, l'équipement, le matériel, les approvisionnements et la remonte, de même que la surveillance exercée sur les militaires absents de leur corps et la participation à la préparation des opérations de mobilisation.

La gendarmerie relève du Ministre de l'Intérieur pour tout ce qui concerne l'exercice de la police administrative et l'exécution des lois et arrêtés de police générale.

.../...

Elle relève du Ministre de la Justice à l'intervention des procureurs généraux près des Cours d'appel et de l'auditeur général près la Cour militaire pour tout ce qui a trait à l'exercice de la police judiciaire. Elle relève directement du même Ministre, pour tout ce qui concerne la police des étrangers.

Article 3.-

La gendarmerie comprend :

des services ministériels,
un commandement général,
une ou plusieurs écoles,
des unités territoriales,
des unités mobiles,
des détachements judiciaires.

Article 4.-

Les forces de la gendarmerie sont placées sous les ordres d'un officier général de gendarmerie, qui porte le titre de commandant de la gendarmerie.

Article 5.-

L'inspection générale de la gendarmerie est confiée à un officier général de gendarmerie ou de la force terrestre. Ses attributions sont fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 6.-

Les unités territoriales sont organisées en brigades, districts et groupes.

.../...

Les brigades sont réparties sur l'ensemble du territoire; leur ressort territorial comprend une ou plusieurs communes. L'effectif des brigades varie suivant les nécessités du service sans jamais être inférieur à six hommes. Chacune d'elles est placée sous les ordres d'un adjudant ou d'un premier maréchal des logis chef.

Plusieurs brigades forment un district placé sous les ordres d'un capitaine-commandant ou d'un capitaine. A chaque district est attachée une brigade de surveillance et de recherches.

Plusieurs districts forment un groupe placé sous le commandement d'un lieutenant-colonel ou d'un major.

Article 7.-

Les unités mobiles sont organisées en pelotons, escadrons et groupes placés respectivement sous les ordres d'un lieutenant ou d'un sous-lieutenant, d'un capitaine-commandant ou d'un capitaine, et d'un major.

Article 8.-

Les unités territoriales et mobiles d'une ou de plusieurs provinces constituent une région, placée sous le commandement d'un colonel; toutefois, la région dans laquelle est établi le commandement général est placée sous le commandement d'un officier général.

.../...

Les groupes mobiles qui relèvent directement du commandement général constituent la légion mobile, placée sous les ordres d'un colonel ou lieutenant-colonel.

Article 9.-

Les détachements judiciaires sont attachés à l'auditorat général, ainsi qu'aux auditorats militaires permanents et en campagne.

Article 10.-

Le ressort territorial des brigades, districts, groupes et régions, ainsi que leur siège, est déterminé par le Roi.

L'organisation détaillée des unités et des services est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

Article 11.-

Des officiers médecins, pharmaciens et vétérinaires, et des officiers payeurs peuvent être désignés pour faire du service à la gendarmerie.

TITRE III. - PERSONNEL.

Article 12.-

La gendarmerie se compose d'officiers, de sous-officiers, de brigadiers et de gendarmes. Leur statut est fixé par la présente loi et par d'autres lois particulières.

.../...

Article 13.-

Les officiers ainsi que les sous-officiers commandant une brigade ou revêtus au moins du grade de maréchal des logis chef sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi et de l'auditeur militaire.

Article 14.-

Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont soumis aux lois et règlements de discipline militaire.

Article 15.-

Les effectifs en officiers et en personnel subalterne sont fixés par une loi particulière; leur répartition par grades est déterminée par le Roi.

TITRE IV. - FONCTIONS DE LA GENDARMERIE.

Article 16.-

Les fonctions de la gendarmerie ont un caractère à la fois préventif et répressif; elles se divisent en fonctions ordinaires ou habituelles et en fonctions extraordinaires.

Les fonctions ordinaires sont celles qui s'exercent spontanément sans qu'il soit besoin d'une réquisition.

Les fonctions extraordinaires sont celles qui s'exercent en vertu d'une réquisition.

.../...

CHAPITRE 1er.-FONCTIONS ORDINAIRES.

Article 17.-

La gendarmerie est chargée de rechercher les crimes et les délits, d'en donner connaissance aux autorités compétentes, d'en saisir et arrêter les auteurs de la manière et dans les formes prévues par la loi.

Elle est également chargée de rechercher les contraventions, tout en veillant particulièrement au respect des lois et règlements de police générale.

Article 18.-

Elle recherche et saisit les personnes surprises en flagrant délit ou poursuivies par la clameur publique. Elle recherche les personnes dont la saisie ou l'arrestation a été légalement ordonnée et les met à la disposition de l'autorité compétente.

Elle agit de même pour les objets dont la saisie a été prescrite.

Article 19.-

La gendarmerie s'assure de la personne de tout étranger trouvé dans l'intérieur du Royaume sans titre régulier, à charge pour elle de le conduire sur le champ à l'autorité compétente; elle peut s'assurer de même de la personne de tout individu circulant sans titre d'identité.

Article 20.-

... (article 19 du projet du Gouvernement)...

.../...

Article 21.-

... (article 20 du projet du Gouvernement) ...

Article 22.-

En cas de catastrophe ou de sinistre important tels que inondation, rupture de digues, incendie, la gendarmerie se rend sur les lieux et avertit les autorités administratives et judiciaires compétentes.

Avant l'intervention de ces autorités, elle prend toutes mesures pour sauver les individus en danger, pour protéger l'évacuation des personnes et des biens, et empêcher le pillage. Elle peut requérir le service personnel des habitants qui sont tenus d'obtempérer à ses sommations et même de fournir les chevaux, véhicules et tous autres objets nécessaires pour secourir les personnes et conserver les propriétés.

La gendarmerie ne quitte les lieux qu'après s'être assurée que sa présence n'est plus nécessaire pour la conservation des propriétés, le maintien de la tranquillité publique et l'arrestation des auteurs des infractions qui ont occasionné directement ou indirectement la catastrophe ou le sinistre.

Article 23.-

La gendarmerie surveille les mendiants, vagabonds et gens sans aveu; elle prend à leur égard les mesures de sécurité prescrites par la loi. Elle empêche la divagation des aliénés dangereux, s'en saisit, et les remet sur le champ à l'autorité civile locale. Elle agit de même à l'égard de ceux qui lui seraient signalés comme évadés des établissements d'aliénés.

.../...

Article 24.-

La gendarmerie est chargée d'assurer la police du roulage, spécialement en dehors des agglomérations; elle maintient, en tout temps, les communications et les passages libres, y assure la libre circulation et saisit tous ceux qui s'y opposent par la force.

Article 25.-

La gendarmerie disperse tout attroupement armé.

Elle disperse de même tout attroupement non armé formé pour la délivrance des prisonniers et condamnés, pour l'invasion, le pillage et la dévastation des propriétés, ou formé pour porter atteinte à la vie de citoyens.

Elle disperse les attroupements non armés s'opposant à l'exécution de la loi, d'un jugement ou d'une contrainte. Elle disperse également les attroupements tumultueux constitués à l'encontre d'une ordonnance de police.

Articles 26 à 32.-

...(texte des articles 25 à 31 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III.DE L'EXECUTION DES FONCTIONS.

Section 1ère.- Droits et devoirs généraux de la gendarmerie.

Article 33.-

Les membres de la gendarmerie n'exercent normalement leurs fonctions que dans la circonscription

.../...

de l'unité à laquelle ils sont affectés. Leur compétence s'étend toutefois à tout le territoire du Royaume dans les cas déterminés par le Roi.

Article 34.-

La gendarmerie doit assistance à toute personne qui réclame son secours dans un moment de danger.

Article 35.-

Dans l'exécution de sa mission de police préventive, la gendarmerie peut, en vue d'empêcher les actes délictueux, adresser des avertissements.

Article 36.-

La gendarmerie peut, lorsque ses moyens se révèlent insuffisants pour l'exécution de sa mission, requérir l'assistance des officiers et agents de police administrative et judiciaire; elle peut de même, pour le rétablissement de l'ordre public, requérir l'assistance de détachements de l'armée.

Lorsqu'elle est attaquée dans l'exercice de sa mission, elle peut requérir l'assistance de citoyens présents sur les lieux, ceux-ci sont tenus d'obtempérer.

Article 37.-

Les membres de la gendarmerie appelés soit pour assurer l'exécution de la loi, des arrêts et mandats de justice, des ordonnances ou mandements de justice et de police, soit pour disperser les attroupements ou réprimer les émeutes, ne peuvent employer la force des armes blanches ou à feu que dans les quatre cas suivants :

.../...

1° si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux-mêmes;

2° s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou personnes qui leur sont confiés;

3° si les personnes formant l'attroupement se rendent coupables de crimes ou de délits flagrants qui ne peuvent être réprimés que par l'emploi de la force des armes;

4° si la résistance est telle qu'elle ne puisse être vaincue autrement que par le développement de la force des armes.

Dans les cas d'attroupements ou d'émeutes, la résistance ne peut être vaincue par l'usage des armes à feu qu'après réquisition de l'autorité civile légalement responsable du maintien de l'ordre, laquelle fera trois sommations formulées dans les termes suivants : "Obéissance à la loi; on va faire usage des armes à feu; que les bons citoyens se retirent".

Article 38.-

...(article 37 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer "article 36" par "article 37" et "dissipé" par "dispersé".

Articles 39 à 41.-

...(texte des articles 38 à 40 du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 42.-

Pendant le temps des moissons, des coupes et abatis de bois, les services de surveillance sont particulièrement dirigés vers les lieux où la présence de la gendarmerie est nécessaire pour faire respecter les propriétés publiques et privées.

Article 43.-

Plusieurs unités, peuvent être concentrées à l'occasion des foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques de nature à provoquer une grande affluence de monde; des service sont organisés sur les routes les plus fréquentées afin de protéger les personnes et de faciliter la circulation.

Section 3. - De l'exécution des fonctions extraordinaires.

Article 44.-

Toute force de gendarmerie requise pour maintenir ou rétablir l'ordre public est placée sous le commandement d'un officier ou d'un sous-officier revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire.

L'action de la gendarmerie s'exerce généralement au moyen de patrouilles qui assurent la tranquillité publique, recueillent des renseignements et préviennent la formation de rassemblements illicites; par l'installation de postes de garde qui assurent la liberté du commerce et du travail, la protection des personnes et des propriétés; par la formation de barrages; par l'intervention de réserves sur les points troublés; enfin, par des actes de police judiciaire.

.../...

Article 45.-

La gendarmerie requise pour prêter main-forte aux officiers de police judiciaire reste étrangère aux opérations accomplies par ces officiers. Elle ne les assiste qu'en vue de les protéger contre les violences et voies de fait qui pourraient être exercées contre eux, ou de lever les difficultés qui les empêcheraient de remplir leur mission.

CHAPITRE IV.- DES REQUISITIONS ADRESSEES A LA GENDARMERIE.

Article 46.-

Toute réquisition doit être écrite, mentionner la disposition légale en vertu de laquelle elle est faite, en indiquer l'objet, être datée et porter les nom et qualité ainsi que la signature de l'autorité requérante.

Article 47.-

En cas d'urgence, la gendarmerie peut être requise par voie téléphonique ou télégraphique. Cette réquisition doit être suivie le plus rapidement possible d'une confirmation écrite.

Article 48.-

Lorsque la gendarmerie exécute une réquisition qui lui paraît manifestement abusive, elle en informe immédiatement l'autorité supérieure compétente.

Article 49.-

Les réquisitions dont le but est d'obtenir le concours de la gendarmerie en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public sont adressées au commandant du groupe territorial ou au commandant de district dans la circonscription desquels se trouve le siège de l'autorité requérante.

Les réquisitions qui ont pour but de confier à la gendarmerie l'exécution d'une mission spéciale et délimitée sont adressées au commandant de district ou de brigade.

Articles 50 et 51.-

... (texte des articles 49 et 50 du projet du Gouvernement) ...

TITRE V. - RAPPORTS DE LA GENDARMERIE AVEC LES AUTORITES.

CHAPITRE 1er. - PRINCIPES GENERAUX.

Article 52.-

Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes, présents à la gendarmerie, sont placés pour l'exécution du service, sous l'autorité exclusive de leurs supérieurs de la gendarmerie.

Article 53.-

L'action des autorités administratives responsables du maintien de l'ordre, s'exerce à l'égard de la gendarmerie, par voie de réquisition.

.../...

Sans préjudice des obligations qui résultent pour certains membres de la gendarmerie de leur qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur militaire, l'action des autorités judiciaires s'exerce à l'égard de la gendarmerie par voie de réquisition. Ces autorités peuvent, en outre, pour l'exécution des devoirs qu'elles prescrivent, faire les recommandations et injonctions utiles.

CHAPITRE II. - RAPPORTS AVEC LES AUTORITES ADMINISTRATIVES RESPONSABLES DE L'ORDRE PUBLIC.

Article 54.-

L'autorité administrative et la gendarmerie doivent se communiquer les renseignements relatifs à l'ordre public qui leur parviennent et qui peuvent donner lieu à des mesures de précaution ou de répression.

Les rapports de service sont régulièrement établis :

- avec les bourgmestres par les commandants de district ou les commandants de brigade;
- avec les commissaires d'arrondissement par les commandants de district;
- avec les gouverneurs de province par les commandants de groupe territorial.

Les commandants de région entretiennent avec ces autorités les relations de service recommandées par les circonstances.

.../...

Article 55.-

...(article 54 du projet du Gouvernement) ...

Article 56.-

Au cours de l'exécution d'une réquisition, l'autorité de gendarmerie doit se maintenir en liaison avec l'autorité administrative requérante et l'informe, à moins de force majeure, des moyens d'action qu'elle se propose de mettre en oeuvre.

De son côté, l'autorité administrative doit transmettre à l'autorité de gendarmerie toutes les informations utiles à l'accomplissement de sa mission.

Article 57.-

...(article 56 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III. - RAPPORTS AVEC LES AUTORITES JUDICIAIRES.

Article 58.-

...(article 57 du projet du Gouvernement) ...

Article 59.-

Les procureurs du Roi, les auditeurs militaires, les juges d'instruction transmettent à la gendarmerie les réquisitions,les documents pour complément d'enquête, les demandes de renseignements, les signalements, les mandats et les autres pièces que ces magistrats jugent utile de lui adresser pour enquête ou exécution.

.../...

Article 60.-

Sous réserve de l'article 70, la gendarmerie ne peut être chargée de remettre des citations aux parties ou aux témoins que dans les cas de nécessité urgente ou absolue.

Article 61.-

...(article 60 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE IV. - RAPPORTS AVEC LES AUTORITES MILITAIRES.

Article 62.-

La gendarmerie informe, par rapport spécial les autorités militaires territoriales de tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité des forces armées, de toute propagande incitant les militaires à l'indiscipline de même que des incidents auxquels sont mêlés des militaires.

Article 63.-

En cas d'évènements susceptibles de compromettre sérieusement l'ordre public, de troubles graves ou généralisés, la gendarmerie informe les autorités militaires territoriales, les tient au courant des phases diverses des évènements, et leur fournit les éléments d'appréciation pour leur permettre de prendre, en temps utile, les mesures préparatoires à toute réquisition ou à une intervention des forces armées.

.../...

Article 64.-

Tout détachement des forces armées appelé à intervenir avec la gendarmerie pour donner force à la loi, est aux ordres de l'officier de gendarmerie si celui-ci est de grade supérieur ou égal à celui du commandant de ce détachement.

Si l'officier des forces armées est d'un grade supérieur à celui de l'officier de gendarmerie, il continue à commander le détachement des forces armées. Toutefois, il est tenu, dans tous les cas, de se conformer aux réquisitions lui adressées par l'officier de gendarmerie. Celui-ci conserve la direction des opérations.

Article 65.-

Chaque fois que les autorités militaires territoriales en formulent la demande, la gendarmerie fournit les détachements nécessaires pour assurer la police des militaires aux endroits désignés par ces autorités.

Article 66.-

Dans les territoires en état de siège, lorsque les pouvoirs dont l'autorité civile est revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police, sont exercés par l'autorité militaire, celle-ci peut en vue de pourvoir à cette mission, adresser à la gendarmerie les réquisitions nécessitées par les circonstances.

.../...

TITRE VI. SERVICE DE LA GENDARMERIE EN TEMPS DE GUERRE ET EN TEMPS DE PAIX EN DEHORS DU TERRITOIRE DU ROYAUME.

Article 67.-

La gendarmerie participe à la défense intérieure du territoire dans la mesure fixée de commun accord par le Ministre de la Défense nationale, le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur.

Les unités territorales restées en place ne peuvent être chargées que de missions de renseignement et d'alerte.

Les unités mobiles peuvent être placées en soutien des unités des autres forces armées.

Article 68.-

...(article 67 du projet du Gouvernement) ... sous réserve de remplacer les termes "aux armées" et "de l'armée" par "aux forces armées" et "des forces armées".

Article 69.-

Pendant la durée du temps de guerre, la gendarmerie entretient des rapports suivis avec les auditeurs militaires.

Elle les informe des évènements intéressant la sûreté et l'ordre publics.

Article 70.-

...(article 69 du projet du Gouvernement) ...

.../...

TITRE VII. DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 71.-

Les attributions des diverses autorités et chefs de service de la gendarmerie, l'organisation du service intérieur et du service général de la gendarmerie sont déterminées par le Roi.

Article 72.-

Sont abrogés :

1° la loi du 28 germinal, an VI, relative à l'organisation de la gendarmerie nationale;

2° le décret impérial du 11 juin 1806 concernant les rapports entre les fonctions de gardes-champêtres et celles de la gendarmerie;

3° l'arrêté du Prince souverain du 30 janvier 1815 portant règlement sur la police, la discipline et le service de la maréchaussée;

4° l'article 1er de l'arrêté-loi du 1er février 1947, attribuant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi à certains agents inspecteurs principaux et à certains sous-officiers du corps de gendarmerie, en ce qui concerne la gendarmerie.

Article 73.-

La présente loi entre en vigueur six mois après sa promulgation.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

De Raad van State is van advies dat voor een wet welke ter uitvoering van een grondwettelijke bepaling genomen wordt, de benaming "grondslagwet" niet past, en stelt als titel voor :

" Wet op de rijkswacht".

\+

\+ +

Luidens artikel 1, tweede lid, kan de rijkswacht in oorlogstijd belast worden met sommige in titel VI omschreven opdrachten.

Titel VI evenwel belast de rijkswacht met een aantal opdrachten, niet alleen in oorlogstijd, doch ook in vredestijd wanneer een gedeelte van het leger zich buiten het grondgebied van het Rijk bevindt.

De Raad van State stelt derhalve voor, in bovenvermeld lid de woorden "in oorlogstijd" te schrappen.

\+

\+ +

De Regering wenst - aldus haar gemachtigde - dat de rijkswacht uitsluitend onder de Minister van Binnenlandse Zaken zou ressorteren voor alles wat verband houdt met de uitvoering der wetten en besluiten van algemene politie. De Raad van State stelt een tekst voor die met deze bedoeling rekening houdt en in artikel 2 nader omschrijft welke de onderscheiden bevoegdheden van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie zijn.

.../...

Verder stelt hij voor, het laatste lid van artikel 2 achterwege te laten. Het is immers best dat aan de Koning de zorg gelaten wordt, de bevoegdheden van de Minister van Openbare Werken te bepalen.

\+

\+ \+

Wat betreft artikel 6, eerste lid, volgt uit de inlichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt dat,bij voorkomend geval, het gebied waarin het algemeen commando gevestigd is, onder bevel van een luitenant-generaal kan worden geplaatst.

Derhalve beveelt de Raad van State aan, de woorden "generaal-majoor" te vervangen door "opperofficier".

\+

\+ \+

Luidens artikel 14 zijn de officieren, onderofficieren, brigadiers en rijkswachters onderworpen aan de militaire strafwetten alsmede aan de wetten en reglementen op de militaire tucht.

Daar het korps der rijkswacht, naar luid van artikel 2 van het ontwerp,tot de krijgsmacht behoort, vallen de leden van de rijkswacht overeenkomstig artikel 1 van het Wetboek van militaire strafrechtspleging onder de militaire strafwetten. Het is dan ook overbodig dit in artikel 14 te herhalen.

Daarom stelt de Raad van State voor, de woorden "aan de militaire strafwetten, alsook ..." te schrappen.

\+

\+ +

Het eerste lid van artikel 15 bepaalt dat de rijkswacht hoofdzakelijk gelast is voortdurend de onmiddelijke actie van de administratieve en gerechtelijke politie te verzekeren.

Deze bepaling is onvoldoende duidelijk en onnauwkeurig. Vermits artikel 1 de opdracht van de rijkswacht algemeen omschrijft, en anderzijds de volgende artikelen tot in bijzonderheden opgeven waar haar optreden en haar medewerking vereist zijn, adviseert de Raad van State dit lid te schrappen.

Luidens het derde lid van hetzelfde artikel zijn de gewone werkzaamheden van de rijkswacht die welke zij uit eigen beweging, dagelijks of periodiek vervult. Daar sommige van de in hoofdstuk I opgesomde werkzaamheden niet kunnen beschouwd worden als zijnde "dagelijks of periodiek" vervuld, stelt de Raad van State voor, die woorden weg te laten.

\+

\+ +

Het ontwerp wil de rijkswacht machtigen om, in bepaalde omstandigheden onder artikel 21 opgesomd, welke een prompte en onmiddellijke actie vereisen, spontaan op te treden, maar zulks neemt niet weg dat, zodra de burgerlijke overheid ingrijpt, deze laatste de beslissing heeft

... / ...

over de te treffen maatregelen. De Raad van State stelt derhalve voor, de aanvang van het tweede lid van artikel 21 te lezen als volgt : "Alvorens deze overheden optreden, treft zij ...".

\+

\+ +

Artikel 23 bepaalt dat, onverminderd het recht om de politie van alle openbare wegen te verzekeren, de rijkswacht bijzonder belast is met de politie van het verkeer buiten de agglomeraties.

Uit de toelichtingen door de gemachtigde van de Regering verstrekt, volgt dat met "politie van alle openbare wegen" slechts de verkeerspolitie bedoeld is.

De Raad van State stelt een tekst voor die aan die bedoeling beantwoordt.

\+

\+ +

Artikel 32 bepaalt enerzijds dat de leden van de rijkswacht bevoegd zijn over heel het grondgebied van het koninkrijk en, anderzijds, dat zij in gewone omstandigheden hun werkzaamheden alleen volbrengen binnen de omschrijving van de eenheid waartoe zij behoren.

Naar de verklaringen van de gemachtigde der Regering, is deze laatste bepaling in het ontwerp van wet ingevoegd om misbruiken te voorkomen.

.../...

Indien het zo is, oordeelt de Raad van State dat de wet aan de Koning de macht zou moeten opdragen te bepalen in welke gevallen de leden der rijkswacht hun opdracht buiten het gebied hunner eenheid kunnen uitoefenen. Hij stelt een tekst in die zin voor.

\+

\+ +

Volgens het tweede lid van artikel 34 verleent het bepaalde in het eerste lid van dat artikel aan de rijkswacht generlei recht van reglementering.

Hieruit zou men kunnen afleiden dat de rijkswacht zodanig recht bezit in andere gevallen.

Om alle misverstand uit te sluiten, acht de Raad van State het verkieslijk dat lid te schrappen.

\+

\+ +

In artikel 36 is het niet nodig te preciseren dat het om opstandige samenscholingen gaat. Het kan hier niet om andere samenscholingen gaan dan die waarvan sprake in artikel 24 en die waarvoor de burgerlijke overheden de rijkswacht kunnen vorderen.

Op te merken is, dat het laatste lid van artikel 36 geen voorafgaande waarschuwing vereist dan voor het gebruik van vuurwapens.

.../...

Die tekst wijkt dus af van artikel 106 der gemeentewet, hetwelk het gebruik van geweld, hierin begrepen én blanke wapens én vuurwapens, afhankelijk maakt van een driemaal herhaalde waarschuwing vanwege de burgemeester, de schepen of de politiecommissaris. Hij wijkt tevens af van de memorie van toelichting, waarin bij de commentaar op dezelfde tekst gesproken wordt van blanke wapens en van vuurwapens.

Anderzijds spreekt de Franse tekst van het waarschuwingsformulier van "l'usage des armes à feu", terwijl de Nederlandse tekst luidt "er zal geweld gebruikt worden". Voor overeenstemming van beide teksten dient gezorgd.

Het laatste lid spreekt van een overheid die voor de handhaving van de orde wettelijk verantwoordelijk is. Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg zijn niet alleen bedoeld de overheden genoemd in artikel 106 van de gemeentewet, dit is de burgemeester, de schepen of de politiecommissaris, maar ook de gouverneur of de arrondissementscommissaris.

Om alle verwarring te voorkomen, stelt de Raad van State voor volstrekt geen melding te maken van artikel 106.

+

+ +

.../...

In artikel 41 is sprake van eigendommen van de Staat of van de particulieren. Beter ware te spreken van "openbare en private eigendommen", aangezien de rijkswacht eveneens de eigendommen van de andere openbare machten dan de Staat moet doen eerbiedigen.

\+

\+ +

In artikel 43, tweede lid, moet, om iedere verwarring te voorkomen, nader worden bepaald dat het hier ongeoorloofde samenscholingen betreft, waarvan de wachtronden de vorming voorkomen.

\+

\+ +

Luidens artikel 53, eerste lid, moeten de administratieve overheid en de rijkswacht elkander onderling gestadige bijstand verlenen.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister wil deze bepaling niet aan de rijkswacht een nieuwe opdracht toevertrouwen, maar wordt met "bijstand" gewoon bedoeld de mededeling van inlichtingen en het onderhouden van dienstbetrekkingen, bevorderlijk voor het vervullen van de onderscheiden opdrachten zoals door de daaropvolgende artikelen voorgeschreven. In die omstandigheden adviseert de Raad van State, het eerste lid te laten wegvallen en de tekst van het tweede lid dienovereenkomstig te wijzigen.

\+

\+ +

.../...

Artikel 63 regelt de betrekkingen van de rijkswacht met de krijgsmacht, wanneer de krijgsmacht samen met de rijkswacht moet optreden om de wet kracht bij te zetten.

De laatste volzin van dat artikel doelt alleen op het geval dat de rijkswacht, door de overheid gevorderd, op haar beurt de bijstand van de krijgsmacht vordert. De krijgsmacht kan echter samen met de rijkswacht gevorderd worden om op te treden :

1° wanneer de rijkswacht haar bijstand vordert, zoals artikel 35 van het ontwerp haar daartoe machtigt;

2° wanneer een burgerlijke overheid als bedoeld in de artikelen 129 en 139 van de provinciale wet en in artikel 105 van de gemeentewet de gewapende macht vordert.

De Raad van State stelt een tekst voor, waarin met beide gevallen rekening is gehouden.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, artikel 64 zo te redigeren dat duidelijker blijkt dat de territoriale overheden aan de rijkswacht geen algemene of permanente aanvragen mogen richten ten einde de nodige detachementen te vormen om de politie der militairen te verzekeren.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 65 regelt de betrekkingen van de rijkswacht met de militaire overheid in de gebieden in staat van beleg.

In dat artikel moet nader worden bepaald dat de militaire overheid zich niet tot de rijkswacht mag wenden dan om te voorzien in de taak waarmede de burgerlijke overheid voor de handhaving van de orde en van de politie bekleed is.

\+

\+ \+

Daar het opschrift van titel VI van het ontwerp de aldaar opgenomen bepalingen slechts gedeeltelijk dekt, stelt de Raad van State voor, het aan te vullen als volgt : "en in vredestijd buiten het grondgebied van het Rijk".

\+

\+ \+

Bij de indiening van het wetsontwerp houdende de begroting van de rijkswacht voor het dienstjaar 1875 heeft de Regering het voornemen uitgedrukt "aan de Wetgevende Kamers voor te stellen de uitgaven van het rijkswachtkorps af te zonderen van de begroting van het Ministerie van Oorlog, en voor die uitgaven een bijzondere begroting op te maken, die door de Ministers van Oorlog, van Binnenlandse Zaken en van Justitie zal worden voorgedragen" (Doc. Kamer 1874-75, p. 36).

.../...

Deze traditie door een wettekst bekrachtigen lijkt overbodig, daar de wetgever in staat is, op de naleving er van toe te zien bij de jaarlijkse indiening van de begroting.

De Raad van State stelt dus voor, artikel 70 van het ontwerp te schrappen.

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, de opheffingsbepaling te beperken tot de teksten die wetskracht hebben. De koninklijke besluiten tot uitvoering van de nieuwe wet zullen de reglementsbepalingen opheffen naargelang deze worden vervangen.

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET OP DE RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

TITEL I. - ALGEMENE TAAK.

Artikel 1.-

De rijkswacht is een openbare macht, ingesteld om de orde te handhaven en de wetten te doen naleven.

Zij is bovendien belast met de opdrachten, in titel VI omschreven.

TITEL II. - ALGEMENE INRICHTING.

Artikel 2.-

De rijkswacht behoort tot de krijgsmacht; zij staat onder het gezag van de Minister van Landsverdediging.

Tot de bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging behoren namelijk : de inrichting, de opleiding en het algemeen beheer van het personeel, de inwendige orde en de tucht, de wedden en vergoedingen, de kledij, de uitrusting, het materieel, de bevoorrading en de remonte, alsmede het toezicht op de uit hun korps afwezige militairen en de medewerking aan de voorbereiding van de mobilisatieverrichtingen.

De rijkswacht staat onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken voor al wat betreft de uitoefening van de administratieve politie en de uitvoering van de wetten en besluiten van algemene politie.

.../....

Zij staat onder het gezag van de Minister van Justitie door tussenkomst van de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, voor al wat de uitoefening van de gerechtelijke politie aangaat. Zij staat rechtstreeks onder het gezag van deze Minister voor al wat de vreemdelingenpolitie betreft.

Artikel 3.-

De rijkswacht omvat :

ministeriële diensten,
een algemeen commando,
een of meer scholen,
territoriale eenheden,
mobiele eenheden,
gerechtelijke detachementen.

Artikel 4.-

De rijkswacht staat onder het bevel van een opperofficier der rijkswacht, die de titel draagt van commandant der rijkswacht.

Artikel 5.-

De algemene inspectie van de rijkswacht wordt toevertrouwd aan een opperofficier van de rijkswacht of van de landmacht, wiens bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald.

Artikel 6.-

De inrichting van de territoriale eenheden omvat brigades, districten en groepen.

.../...

De brigades zijn over het ganse grondgebied verdeeld; hun territoriaal gebied omvat één of meer gemeenten. De sterkte van de brigades verschilt volgens de dienstvereisten, doch bedraagt nooit minder dan zes man. Elke brigade staat onder het bevel van een adjudant of een eerste-opperwachtmeester.

Verschillende brigades vormen een district dat onder het bevel staat van een kapitein-commandant of een kapitein. Aan ieder district is een bewakings- en opsporingsbrigade verbonden.

Verschillende districten vormen een groep die onder het bevel staat van een luitenant-kolonel of een majoor.

Artikel 7.-

De inrichting van de mobiele eenheden omvat pelotons, eskradons en groepen, die onderscheidenlijk onder het bevel staan van een luitenant of een onderluitenant, van een kapitein-commandant of een kapitein en van een majoor.

Artikel 8.-

De territoriale en mobiele eenheden van één of meer provincies vormen een gebied, dat onder het bevel staat van een kolonel; het gebied waarin het algemeen commando gevestigd is, staat echter onder het bevel van een opperofficier.

De rechtstreeks van het algemeen commando afhangende mobiele groepen vormen het mobiel legioen, dat onder het bevel staat van een kolonel of een luitenant-kolonel.

.../...

Artikel 9.-

De gerechtelijke detachementen zijn verbonden aan het auditoraat-generaal, aan de permanente militaire auditoraten en aan de militaire auditoraten te velde.

Artikel 10.-

Het territoraal ambtsgebied en de zetel van de brigades, districten, groepen en gebieden, worden door de Koning bepaald.

De omstandige inrichting van de eenheden en diensten wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Artikel 11.-

Officieren-geneesheren, -apothekers en -paardenartsen, en officieren-betaalmeesters kunnen aangewezen worden om bij de rijkswacht dienst te doen.

TITEL III. - PERSONEEL.

Artikel 12.-

De rijkswacht bestaat uit officieren, onderofficieren, brigadiers en rijkswachters. Hun statuut wordt bij deze wet en bij andere bijzondere wetten vastgesteld.

.../...

Artikel 13.-

De officieren, evenals de onderofficieren die een brigade bevelen of die ten minste de graad van opperwachtmeester hebben, zijn officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de Procureur des Konings en van de krijgsauditeur.

Artikel 14.-

De officieren, onderofficieren, brigadiers en rijkswachters zijn onderworpen aan de wetten en reglementen op de militaire tucht.

Artikel 15.-

De getalsterkte aan officieren en aan lager personeel wordt bepaald door een bijzondere wet; hun verdeling per graad wordt door de Koning bepaald.

TITEL IV. - AMBTSVERRICHTINGEN VAN DE RIJKSWACHT.

Artikel 16.-

De ambtsverrichtingen van de rijkswacht hebben een preventief en tegelijk een repressief karakter; zij bestaan uit gewone of alledaagse ambtsverrichtingen en buitengewone ambtsverrichtingen.

De gewone ambtsverrichtingen zijn die welke spontaan en zonder vordering uitgevoerd worden.

De buitengewone ambtsverrichtingen zijn die welke krachtens een vordering uitgevoerd worden.

.../...

HOOFDSTUK I. - GEWONE AMBTSVERRICHTINGEN.

Artikel 17.-

De rijkswacht is er mede belast de misdaden en wanbedrijven op te sporen, aan de bevoegde overheden kennis er van te geven, de daders er van te vatten en aan te houden op de wijze en naar de vormen bepaald bij de wet.

Zij is tevens belast met het opsporen van overtredingen, en waakt hierbij in het bijzonder voor nakoming van de wetten en reglementen van algemene politie.

Artikel 18.-

Zij spoort op en vat de personen op heterdaad betrapt of door het openbaar gerucht vervolgd. Zij spoort de personen op die krachtens een wettelijk bevel moeten gevat of aangehouden worden en stelt ze ter beschikking van de bevoegde overheid.

Zij doet hetzelfde met de voorwerpen waarvan de inbeslagneming is voorgeschreven.

Artikel 19.-

De rijkswacht verzekert zich van alle binnen het Koninkrijk aangetroffen vreemdelingen die geen regelmatige bewijsstukken bezitten, onder de verplichting ze onmiddellijk vóór de bevoegde overheid te brengen; zij mag zich op dezelfde wijze verzekeren van iedere persoon die zonder identiteitsbewijs rondloopt.

.../...

Artikel 20.-

De rijkswacht maakt proces-verbaal op telkens wanneer een lijk op de openbare weg of in de velden gevonden wordt of uit het water opgevist; zij stelt de burgemeester der plaats en de Procureur des Konings van het arrondissement daarvan in kennis.

Artikel 21.-

Zij houdt zich op in de nabijheid van elke ... (zoals in artikel 20 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 22.-

In geval van onheil of grote ramp zoals overstroming, dijkbreuk, brand, begeeft de rijkswacht zich ter plaatse en waarschuwt zij de betrokken administratieve en gerechtelijke overheden.

Alvorens deze overheden optreden, treft zij alle maatregelen om de in gevaar verkerende personen te redden, het evacueren van personen en goederen te beschermen en plundering te beletten. Zij kan de persoonlijke dienst van de inwoners vorderen; deze zijn verplicht aan haar vordering gevolg te geven en zelfs paarden, voertuigen en alle andere nodige voorwerpen te leveren om personen te hulp te komen en eigendommen te behouden.

De rijkswacht verlaat eerst de plaats na zich er van vergewist te hebben dat haar aanwezigheid niet verder vereist is tot het behoud van de eigendommen, de handhaving der openbare rust en het arresteren van de daders der misdrijven welke het onheil of de ramp middellijk of onmiddellijk hebben veroorzaakt.

.../...

Artikel 23.-

De rijkswacht ziet toe op bedelaars, landlopers en personen zonder beroep noch woonplaats; zij neemt te hunnen opzichte de bij de wet voorgeschreven veiligheidsmaatregelen. Zij belet dat gevaarlijke krankzinnigen ronddwalen, neemt ze in bewaring en levert ze onverwijld aan de plaatselijke burgerlijke overheid over. Zij handelt eveneens zo ten aanzien van degenen die haar zijn aangemeld als ontsnapten uit krankzinnigengestichten.

Artikel 24.-

De rijkswacht is belast met de politie van het verkeer, in het bijzonder buiten de agglomeraties; zij zorgt er te allen tijde voor dat de verbindingen en doorgangen vrij zijn, verzekert er het vrij verkeer en vat degenen die zich met geweld er tegen verzetten.

Artikel 25.-

De rijkswacht drijft alle gewapende samenscholingen uiteen.

Eveneens drijft zij uiteen de ongewapende samenscholingen gevormd ter bevrijding van gevangenen en veroordeelden, tot het overvallen, plunderen en verwoesten van eigendommen of tot het plegen van aanslag op het leven van burgers.

Zij drijft de ongewapende samenscholingen uiteen die zich verzetten tegen de uitvoering van de wet, van een vonnis of van een dwangbevel. Zij drijft eveneens de woelige samenscholingen uiteen, gevormd in overtreding met een politieverordening.

.../...

Artikelen 26 tot 32.-

... (tekst van de artikelen 25 tot 31 van het ontwerp der Regering, mits te lezen :

a) in artikel 26:... en de militairen die in hun korps onregelmatig afwezig zijn;

b) hoofdstuk II. - Buitengewone ambtsverrichtingen;

c) in artikel 30 : De rijkswacht verleent hulp wanneer zij wettelijk gevorderd wordt;

d) in artikel 31. "gestelde lichamen" in plaats van "gestelde overheden")...

HOOFDSTUK III. - UITOEFENING VAN DE AMBTSVERRICHTINGEN.

Afdeling 1. - Algemene rechten en plichten van de rijkswacht.

Artikel 33.-

De leden van de rijkswacht oefenen normaal hun ambtsverrichtingen alleen uit binnen het gebied van de eenheid waartoe zij behoren. In de bij de Koning bepaalde gevallen hebben zij evenwel bevoegdheid over gans het grondgebied van het Rijk.

Artikel 34.-

De rijkswacht is bijstand verplicht aan eenieder die haar bij gevaar om hulp verzoekt.

.../...

Artikel 35.-

Bij het vervullen van haar taak als preventieve politie, kan de rijkswacht, tot het voorkomen van strafbare daden, waarschuwingen geven.

Artikel 36.-

Wanneer haar middelen tot het vervullen van haar taak ontoereikend blijken, kan de rijkswacht de bijstand vorderen van officieren en agenten der bestuurlijke en gerechtelijke politie; ook kan zij, om de openbare orde te herstellen, de bijstand vorderen van detachementen van het leger.

Wanneer zij bij het vervullen van haar taak aangevallen wordt, kan zij de bijstand vorderen van de ter plaatse aanwezige burgers; deze zijn verplicht aan de vordering gevolg te geven.

Artikel 37.-

De leden van de rijkswacht aangewezen hetzij om de wet te doen naleven, om gerechtelijke arresten en bevelen, verordeningen of bevelschriften van gerecht of politie te helpen ten uitvoer leggen, hetzij om samenscholingen uiteen te drijven of oproer te onderdrukken, mogen van het geweld van blanke wapens of vuurwapens geen gebruik maken dan in de vier hierna bepaalde gevallen :

1° wanneer gewelddaden of feitelijkheden tegen hen zelf worden gepleegd;

2° wanneer zij het door hen bezet terrein, de hun toevertrouwde posten of personen op geen andere wijze kunnen verdedigen;

.../...

3° wanneer de samengeschoolde personen zich schuldig maken aan flagrante misdaden of wanbedrijven die niet anders dan door wapengeweld kunnen worden beteugeld;

4° wanneer het verzet zo is dat het niet anders dan door wapengeweld kan worden overwonnen.

In gevallen van samenscholing of oproer, mag het verzet eerst door het gebruik van vuurwapens overwonnen worden na vordering vanwege de voor handhaving van de orde wettelijk verantwoordelijke burgerlijke overheid, welke drie waarschuwingen doet in de volgende bewoordingen : "Gehoorzaamheid aan de wet, er zal gebruik worden gemaakt van vuurwapens; dat de goede burgers zich verwijderen".

Artikel 38.-

... (artikel 37 van het ontwerp der Regering, mits "de bij artikel 36 voorziene" te vervangen door "de in artikel 37 omschreven") ...

Artikelen 39 tot 41.-

... (tekst van de artikelen 38 tot 40 van het ontwerp der Regering, mits te lezen :

a) in artikel 38 - tweede zin: Van die regel kan worden afgeweken wanneer tegelijk uiterste spoed vereist is en geen andere vervoermiddelen voorhanden zijn;

b) Afdeling 2. Uitoefening van de gewone ambtsverrichtingen;

c) in artikel 39 , eerste lid : de gewone ambtsverrichtingen worden in het algemeen ... uitgevoerd;
derde lid : vervange men "meerdere" door "meer" en "omschrijving" door "gebied";

.../...

d) in artikel 40 , eerste lid : vervange men "begaan" door "gepleegd" en "achtervolgde" door "vervolgde" ; tweede lid : "drinkhuizen" door "drankhuizen".

Artikel 42.-

Gedurende de oogst, het kappen en hakken van hout, worden de bewakingsdiensten vooral uitgezonden naar de plaatsen waar de aanwezigheid van de rijkswacht nodig is om de openbare en private eigendommen te doen eerbiedigen.

Artikel 43.-

Verschillende eenheden kunnen samengetrokken worden ter gelegenheid van kermissen, markten, openbare feesten en plechtigheden waarop een grote toeloop van volk verwacht wordt; op de drukste banen worden, ter beveiliging van de personen en ter bevordering van het verkeer, diensten ingericht.

Afdeling 3. - Uitoefening van de buitengewone ambtsverrichtingen.

Artikel 44.-

Iedere troep der rijkswacht die gevorderd wordt om de openbare orde te handhaven of te herstellen, staat onder het bevel van een officier of van een onderofficier die hoedanigheid heeft van officier van gerechtelijke politie.

De actie van de rijkswacht bestaat over het algemeen in het uitzenden van wachtronden, die de openbare rust verzekeren, inlichtingen inwinnen en ongeoorloofde samenscholingen voorkomen; in het opstellen

.../...

van wachtposten die de vrijheid van handel en arbeid beveiligen en personen en eigendommen beschermen; in het opslaan van versperringen; in het ingrijpen van reserves op de plaats der onlusten; tenslotte in daden van gerechtelijke politie.

Artikel 45.-

De rijkswacht, gevorderd om aan de officieren van gerechtelijke politie bijstand te verlenen, neemt geen deel aan de verrichtingen van deze officieren en staat ze alleen bij om ze te beschermen tegen geweld-daden en feitelijkheden die tegen hen zouden kunnen worden gepleegd of om de moeilijkheden waardoor zij zouden belet worden hun opdracht te vervullen, uit de weg te ruimen.

HOOFDSTUK IV. - VORDERINGEN AAN DE RIJKSWACHT GERICHT.

Artikel 46.-

Iedere vordering moet schriftelijk geschieden, met opgaaf van de wetsbepaling krachtens welke zij wordt gedaan, en van het voorwerp; zij moet gedagtekend zijn en de naam en hoedanigheid alsmede de handtekening van de vorderende overheid dragen.

Artikel 47.-

In spoedeisende gevallen kan de rijkswacht telefonisch of telegrafisch gevorderd worden. Die vordering moet dan, zodra mogelijk, schriftelijk bevestigd worden.

.../...

Artikel 48.-

Wanneer de rijkswacht gevolg geeft aan een vordering die haar klaarblijkelijk abusief lijkt, stelt zij de bevoegde hogere overheid daarvan onverwijld in kennis.

Artikel 49.-

De vorderingen tot het bekomen van de medewerking der rijkswacht met het oog op de handhaving of het herstel van de openbare orde, worden gericht aan de commandant van de territoriale groep of aan de districtscommandant binnen welker gebied de vorderende overheid haar zetel heeft.

De vorderingen die er toe strekken aan de rijkswacht een speciale en nauwkeurig bepaalde opdracht te doen uitvoeren, worden gericht aan de districts- of brigadecommandant.

Artikel 50.-

... (tekst van artikel 49 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 51.-

De vordering heeft geen uitwerking meer wanneer ... (voorts zoals in artikel 50 van het ontwerp der Regering) ...

.../...

TITEL V. - BETREKKINGEN VAN DE RIJKSWACHT MET DE OVERHEDEN.

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEGINSELEN.

Artikel 52.-

De bij de rijkswacht aanwezige officieren, onderofficieren, brigadiers en rijkswachters staan, voor de uitvoering van de dienst, uitsluitend onder het gezag van hun meerderen in de rijkswacht.

Artikel 53.-

De administratieve overheden die voor de handhaving van de orde verantwoordelijk zijn, doen op de rijkswacht een beroep door middel van vorderingen.

Onverminderd de verplichtingen die voor sommige leden der rijkswacht volgen uit hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en van de krijgsauditeur, doen de gerechtelijke overheden op de rijkswacht een beroep door middel van vorderingen. Bovendien kunnen deze overheden in verband met de uitvoering van de opdrachten welke zij gelasten, nuttige aanbevelingen doen en wenken geven.

HOOFDSTUK II. - BETREKKINGEN MET DE VOOR DE OPENBARE ORDE VERANTWOORDELIJKE ADMINISTRATIEVE OVERHEDEN.

Artikel 54.-

De administratieve overheid en de rijkswacht zijn onderlinge mededeling verschuldigd van de hun

.../...

toegekomen inlichtingen betreffende de openbare orde, welke tot voorzorgs- of beteugelingsmaatregelen aanleiding kunnen geven.

Dienstbetrekkingen worden geregeld onderhouden :

- met de burgemeesters door de districts- of brigadecommandanten;
- met de arrondissementscommissarissen door de districtscommandanten;
- met de provinciegouverneurs door de commandanten van de territoriale groepen.

De gebiedscommandanten onderhouden met die overheden de wegens de omstandigheden gewenste dienstbetrekkingen.

Artikel 55.-

... (artikel 54 van het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 56.-

Gedurende de uitvoering van een vordering moet de rijkswachtoverheid in verbinding blijven met de vorderende administratieve overheid, waaraan zij, behoudens het geval van overmacht, kennis geeft van de middelen welke zij van zins is aan te wenden.

Van haar kant, moet de administratieve overheid aan de rijkswachtoverheid alle inlichtingen overmaken welke voor het vervullen van haar opdracht nuttig zijn.

.../...

Artikel 57.-

... (artikel 56 van het ontwerp van de Regering) ...

HOOFDSTUK III. - BETREKKINGEN MET DE GERECHTELIJKE OVERHEDEN.

Artikel 58.-

... (artikel 57 van het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 59.-

De procureurs des Konings, de krijgsauditeurs, de onderzoeksrechters maken aan de rijkswacht over de vorderingen, de stukken voor een aanvullend onderzoek, de vragen om inlichtingen, de signalementen, de bevelschriften en de andere stukken welke deze magistraten nuttig achten voor onderzoek of uitvoering aan de rijkswacht te zenden.

Artikel 60.-

Onverminderd artikel 70 kan de rijkswacht er niet mede belast worden dagvaardingen aan de partijen of getuigen te bezorgen, tenzij in gevallen van dringende of volstrekte noodzakelijkheid.

Artikel 61.-

... (artikel 60 van het ontwerp van de Regering) ...

.../...

HOOFDSTUK IV. - BETREKKINGEN MET DE MILITAIRE OVERHEDEN.

Artikel 62.-

De rijkswacht brengt de territoriale militaire overheden bij bijzonder verslag op de hoogte van al wat de veiligheid van de krijgsmacht kan schaden, van alle propaganda waarbij de militairen tot tuchteloosheid worden aangezet, alsook van alle voorvallen waarin militairen betrokken zijn.

Artikel 63.-

In geval van gebeurtenissen die de openbare orde ernstig in gevaar kunnen brengen, van ernstige of veralgemeende onlusten, geeft de rijkswacht aan de territoriale militaire overheden daarvan kennis, houdt hen op de hoogte van het verloop der gebeurtenissen en verstrekt hun de gegevens welke hen in de mogelijkheid moeten stellen te gepasten tijde de voorbereidende maatregelen te treffen tot enige vordering of tussenkomst van de krijgsmacht.

Artikel 64.-

Elk detachement der krijgsmacht dat samen met de rijkswacht moet optreden om de wet kracht bij te zetten, staat onder het bevel van de rijkswachtofficier wanneer deze dezelfde graad heeft als de commandant van dat detachement of een hogere graad.

Zo de officier van de krijgsmacht een hogere graad heeft dan de rijkswachtofficier, blijft hij het bevel voeren over het detachement van de krijgsmacht. Hij is nochtans in alle gevallen verplicht de vorderingen

.../...

die hem door de rijkswachtofficier overgemaakt worden, na te komen. Deze rijkswachtofficier behoudt de leiding van de operaties.

Artikel 65.-

Telkens wanneer de territoriale militaire overheden zulks aanvragen, levert de rijkswacht de nodige detachementen om op de plaatsen, door die overheden aangewezen, de politie van de militairen te verzekeren.

Artikel 66.-

In de gebieden in staat van beleg, wanneer de macht, waarmede de burgerlijke overheden voor de handhaving van de orde en van de politie bekleed zijn, door de militaire overheid uitgeoefend wordt, kan deze, om in die opdracht te voorzien, de door de omstandigheden geboden vorderingen aan de rijkswacht richten.

TITEL VI.- DIENST VAN DE RIJKSWACHT IN OORLOGSTIJD EN IN VREDESTIJD BUITEN HET GRONDGEBIED VAN HET RIJK.

Artikel 67.-

De rijkswacht neemt deel aan de binnenlandse verdediging van het grondgebied in de mate als in gemeen overleg door de Minister van Landsverdediging, de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld.

De ter plaatse gebleven territoriale eenheden mogen alleen met inlichtings- en alarmopdrachten belast worden.

.../...

De mobiele eenheden mogen als steun van de andere legermachten worden aangewend.

Artikel 68.-

... (artikel 67 van het ontwerp van de Regering; men vervange echter de woorden "bij de legers" en "van het leger" door "bij de krijgsmacht" en "van de krijgsmacht") ...

Artikel 69.-

Gedurende de oorlogstijd onderhoudt de rijkswacht geregelde betrekkingen met de krijgsauditeurs.

Zij geeft hun kennis van de gebeurtenissen in verband met de openbare veiligheid en orde.

Artikel 70.-

... (artikel 69 van het ontwerp van de Regering) ...

TITEL VII. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 71.-

De bevoegdheden van de verschillende overheden en diensthoofden van de rijkswacht, de inrichting van de inwendige dienst en van de algemene dienst der rijkswacht worden door de Koning bepaald.

.../...

Artikel 72.-

Opgeheven worden :

1° de wet van 28 germinal, jaar VI, betreffende de organisatie van de rijkswacht;

2° het keizerlijk decreet van 11 Juni 1806 betreffende het verband tussen de werkzaamheden van de gendarmerie en die van de veldwachters;

3° het besluit van de Souvereine Vorst van 30 Januari 1815 houdende algemeen reglement op de politie, de tucht en de dienst der marechaussee;

4° artikel 1 van de besluitwet van 1 Februari 1947 waarbij de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings wordt toegekend aan de eerstaanwezende gerechtelijke agenten-inspecteurs en aan bepaalde onderofficieren van de rijkswacht, wat betreft de rijkswacht.

Artikel 73.-

Deze wet treedt in werking zes maanden na haar afkondiging.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	G. DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.